Olga Ilovaïsky, *La disgrâce de Calonne*

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10679>

DOI : 10.4000/ahrf.10679

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009

Pagination : 236-238

ISBN : 978-2-200-92558-1

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « Olga Ilovaïsky, *La disgrâce de Calonne* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 356 | avril-juin 2009, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10679> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10679>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Olga Ilovaïsky, *La disgrâce de Calonne*

Guy Lemarchand

RÉFÉRENCE

Olga Ilovaïsky, *La disgrâce de Calonne*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2008, 490 p., ISBN 978-2-11-09492-5, 20 €.

- 1 À partir du constat que Calonne a été victime d'une réputation peu flatteuse diffusée par son prédécesseur et successeur lointain, Necker, par cet autre rival que fut Loménie de Brienne « principal ministre » après son retrait, et enfin que ce discrédit a été admis par la plupart des historiens au XX^e siècle, Olga Ilovaïsky a repris le volumineux dossier de la chute brutale du Contrôleur général renvoyé par le roi le 8 avril 1787. On se souvient que sa disgrâce intervient alors que l'Assemblée des notables qu'il a convoquée afin de faire approuver ses projets de réformes et qui se tient du 22 février au 25 mai 1787, n'est pas encore terminée. Selon la renommée et les travaux actuels, le personnage était léger, trop pressé, trop sûr de sa supériorité et finalement il se révéla dilapidateur des finances publiques. Mais, observe l'auteur, certains spécialistes comme Herbert Luthy (1959-1961) ont signalé, en dépit de ces taches, le modernisme de sa gestion économique qui orientait l'action de l'État vers le soutien aux activités d'avenir, industries ou équipements de transports. Soulignant à juste titre que Calonne avait hérité en 1783 d'une situation financière déjà fortement obérée à cause du déficit creusé par la guerre d'Indépendance américaine, Olga Ilovaïsky a entrepris ouvertement une véritable œuvre de réhabilitation partielle en offrant une nouvelle lecture minutieuse des sources, en particulier des délibérations de l'Assemblée des notables déjà analysées par, entre autres, Pierre Renouvin (1920) et Jean Egret (1962), mais aussi les multiples publications des années 1785-1789 sur les questions financières, des traités savants et des pamphlets jusqu'aux articles de la *Gazette de Leyde* et les mémoires de divers acteurs contemporains comme le comte de Langeron, membre de l'assemblée de 1787.

- 2 Mené avec le souci d'être au plus près des documents, le livre est cependant gâté par une écriture qui rend sa lecture difficile et parfois obscure sur une matière elle-même quelque peu aride. La composition est faite d'un texte continuellement fragmenté en trois : le développement, les notes infrapaginales copieuses qui sont elles-mêmes des parties du développement et des annexes renfermant encore du développement et couvrant 236 pages pour un texte principal de 188. De plus on ne trouve pas le moindre sous-titre et les paragraphes mêlent la pensée de l'auteur, de longues citations de documents et des remarques non moins longues d'historiens dont - comme il se devait pour le sujet traité - des Anglo-saxons reproduits *in extenso* sans traduction, tels Boscher (1970) ou Gruder (1978). On regrettera d'autant plus cette forme que, sans comporter de révélations (le pouvait-on sur une matière déjà traitée ?) et trop imprégné d'un parti pris évident en faveur de son héros et derrière lui en faveur de Louis XVI assez idéalisé, l'ouvrage précise utilement divers faits et montre la virulence de la bataille d'idées, et également d'intérêts, qui se déroula dans ces années.
- 3 Calonne entendait que l'assemblée donne rapidement des avis positifs sur ses propositions qui, quoique modérées, constituaient un ensemble vaste et cohérent. L'« Avertissement » qu'il édite le 31 mars vise à la fois à affirmer une volonté de réforme fiscale novatrice avec la subvention territoriale et le timbre, mais il veut également rassurer les privilégiés. Il n'y aura pas d'augmentation de l'impôt total et avant tout on remédiera à l'arbitraire et à l'inégalité de répartition qui caractérisaient le vingtième. Mais Calonne va se heurter à une triple opposition qui, par les canaux des libelles, de la presse et des salons, sait toucher au-delà des cercles gouvernementaux et de la Cour. À l'Assemblée des notables ce sont de grands noms qui se dressent contre lui : Brienne, Boisgelin archevêque d'Aix ou le maréchal Beauvau dont l'épouse tient un salon très fréquenté. Il en est de même au gouvernement avec de Castries ministre de la Marine, Breteuil ministre de la Maison du roi et Miromesnil garde des sceaux. À Versailles travaille le clan des amis de Necker qui brûle de revenir au pouvoir, soutenu par la reine. Et comme l'écrit Olga Ilovaïski, Calonne est lié à la finance officielle elle-même créancière habituelle du roi, d'autant qu'il est marié à la fille d'un receveur général des finances, officier et grand spéculateur sur les actions et les papiers de crédit. Par là il est plutôt en contradiction avec les banquiers qui prêtent aussi à la monarchie et avec Necker, autre banquier qui s'était attaqué aux grands officiers de finances quand il était ministre. Deux affaires vont tomber à point pour le ruiner dans l'opinion et dans l'esprit du roi et le faire apparaître comme « agioteur » et prévaricateur des deniers de l'État. C'est d'abord l'utilisation par lui d'assignations sur le Domaine détenues par les trésoriers de la guerre et de la Maison du roi pour acheter des titres et faire hausser le cours des actions des nouvelles Compagnie des Indes et Compagnie des eaux de Paris grâce à une société-écran agissante, la Société, laquelle intervient en bourse. S'agit-il pour le Contrôleur seulement d'éviter la baisse des titres dont les effets publics auraient également pâti, ou également de servir sa fortune personnelle car il a des parts dans ces entreprises ? On sait que l'intérêt privé se pare toujours de l'auréole du sauvetage de l'intérêt de la communauté nationale et il semble qu'il ait ici joint l'agréable et l'utile. La seconde affaire est du même ordre : Calonne a fait verser de l'argent liquide et des assignations sur les fonds publics afin de racheter à l'abbé d'Espagnac, autre spéculateur notoire, les paquets d'actions qu'il détient et éviter qu'il les mette en bourse, ce qui aurait entraîné l'effondrement des valeurs. En même temps, il suspend le marché à terme, ce qui coupe l'air à la spéculation. Et pour accroître l'inquiétude de tout le monde de l'argent et de la Cour, l'épisode se produit dans une

atmosphère de crainte de la banqueroute, laquelle surviendra effectivement en août 1788. En effet l'étendue exacte du déficit de l'État n'est pas connue ; il est important selon Calonne tandis que Necker avait prétendu laisser en 1781 des finances en excédent et l'avait publié hautement. Par ailleurs, les faillites retentissantes se multiplient, telle celle du trésorier de la Marine et lui aussi agioteur Baudard de St James, et s'établit un climat qui effectivement mobilise contre Calonne devenu responsable de tous les maux. Olga Ilovaïski fournit nombre de données intéressantes à cet égard, comme l'évaluation du déficit en 1787 ou celle des sommes manipulées par le Contrôleur général pour peser sur la bourse.

- 4 Néanmoins, pour expliquer l'échec de Calonne face aux notables, comme du reste ensuite celui de Brienne, l'auteur ne s'attarde pas assez sur deux déclarations qu'elle relève pourtant. Ainsi, de manière significative, Boisgelin reproche au ministre son « despotisme » et sa volonté « d'abaisser la noblesse », qui montre que l'aristocratie n'est pas prête à soutenir totalement le réformisme monarchique et ne veut abandonner ni ses « libertés » ni son rang. Il y a aussi le discours de Louis XVI à l'assemblée, le 23 avril, où le roi, en approuvant les projets du Contrôleur évincé, tente de restaurer la confiance de ses auditeurs en tenant compte de leurs critiques. Le monarque consent en fait à céder en partie à la pression de la haute société qui, divisée et hésitante encore au début de l'année, s'est raidie devant un ministre « aventureux » et obstiné. Le parlement de Paris reprendra à peu près les mêmes thèmes d'opposition comme le montre l'auteur et finalement avec la chute de Brienne l'emportera en 1788. Il essaiera également de poursuivre Calonne de sa vindicte en registrant en août 1787 la plainte de son procureur général contre la « déprédation des finances », procédure arrêtée par Brienne.